



Rétablir calme et sérénité à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ?

Réactions face à la répression de la mobilisation

Vendredi 20 avril, à 7h52, la communauté universitaire de Paris 1 Panthéon-Sorbonne recevait un message de la présidence exprimant son soulagement après l'évacuation du centre Pierre Mendès-France par les forces de police. Selon ce message, l'opération s'était « déroulée dans le calme et sans incident ». Le président concluait en exhortant la communauté universitaire de Paris 1 à retrouver « son unité et la sérénité ».

Comment un président d'Université peut-il tenir de tels propos alors qu'au même moment les étudiant.e.s de son établissement continuent d'être confronté.e.s aux forces de l'ordre et que, avec son accord et en totale contradiction avec le principe des franchises universitaires, le campus est désormais occupé par les forces de police ?

Comment tenir de tels propos alors que les étudiant.e.s et les personnels de l'établissement se mobilisent pour défendre l'intérêt général contre une loi absurde et bâclée comme le reconnaît maintenant la majorité des universitaires ?

Comment tenir de tels propos quand de l'avis même de celles et ceux qui ont suivi au jour le jour cette mobilisation, l'occupation du centre se déroulait de la meilleure façon possible grâce à la vigilance des étudiant.e.s occupant.e.s du site et à la mobilisation à leur côté des personnels présent.e.s depuis le début de cette occupation.

Cette occupation, qui est le moyen d'action dont les étudiant.e.s se sont doté.e.s - et que nous respectons -, était l'expression concrète de l'urgence de la mobilisation contre la loi ORE qui instaure la sélection à l'entrée de l'université. À cette mobilisation inédite, le président a opposé une campagne médiatique outrancière de criminalisation des étudiant.e.s mobilisé.e.s et de dénigrement des collègues engagé.e.s à leurs côtés. Aujourd'hui, c'est un discours excessif et instrumentalisant les dégâts matériels qu'il met en scène tout en déposant plainte.

En revanche, pas un mot sur la santé et la sécurité des personnes qui ont subi l'intervention policière. Nous réaffirmons que nous serons présents au côté des étudiant.e.s et des personnels en cas de suites disciplinaires.

Ce qui vient de se passer laissera des traces profondes au sein de notre université. Remercier l'ensemble des agents impliqués dans la gestion de cette crise n'a aucun sens si on empêche dans le même temps les collègues d'exprimer leur désaccord contre les réformes majeures qui transforment en profondeur notre service public d'enseignement supérieur et de recherche, si on contourne les décisions de la CFVU et des conseils d'UFR qui se sont opposés à ces réformes, si on refuse toute discussion.

L'université est un lieu de débats, de dialogue et d'échanges où les points de vue doivent pouvoir se confronter, y compris sur les sujets et les réformes qui préfigurent son avenir.

Prendre des mesures d'autorité qui interdisent aux commissions d'examen des vœux souveraines de déterminer leur position sur l'accès en L1 des lycéens, refuser toute solution qui permette aux personnels d'adapter les examens à la réalité du semestre, organiser les

examens coûte que coûte, dans n'importe quelles conditions, sous la protection des forces de police, dans des locaux inadaptés et lointains sont des manifestations d'un autoritarisme qui n'a pas sa place à l'université : elles constituent autant de renoncements aux principes mêmes qui la fondent. Ce sont aussi des remises en cause des droits fondamentaux, de la liberté d'expression et des libertés académiques.

Depuis plusieurs semaines, tous les personnels de l'université sont directement confrontés à ce mouvement social. Ils subissent des pressions considérables liées à la désorganisation de l'établissement et à l'incohérence des décisions prises par la direction. Dans ce contexte et compte tenu de la gravité de la situation qui exige la discussion entre toutes les parties, le refus du président de recevoir en urgence l'intersyndicale est aussi incompréhensible qu'inacceptable.

Nous luttons pour défendre le droit du plus grand nombre d'accéder à l'université et nous exigeons que tous les établissements aient les moyens de mener à bien cette mission. Il est inadmissible que cette grande cause soit vilipendée et caricaturée.

Nous voulons aussi que la communauté universitaire de Paris 1 puisse retrouver son calme et sa sérénité.

Mais, comment retrouver ce calme et cette sérénité quand on ne peut plus faire confiance au président de l'université parce qu'il attente à l'image de l'établissement, multiplie les déclarations de manière inconséquente, refuse la discussion, renie ses engagements, risque de fracturer la communauté universitaire et contrevient au respect des franchises universitaires en faisant entrer les forces de polices sur notre campus ?

Dans cette situation où les propos tenus par notre président depuis plusieurs semaines constituent des attaques insupportables contre toute la communauté universitaire étudiante, administrative et enseignante, nous affirmons que la première étape vers l'unité et la sérénité que nous désirons tou.te.s consiste en des excuses publiques du président Haddad.

De plus, nous demandons que cessent la déconsidération et l'évitement du débat dans notre université, que cessent les fermetures injustifiées de centres et la rétention de salles pour les assemblées générales.

Aujourd'hui c'est principalement la gouvernance de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne qui est facteur de division et de désordre. Nous demandons aux conseils centraux, à tous les collègues en responsabilité d'en prendre acte, d'ouvrir des espaces de dialogue et d'écoute et d'agir à tous les niveaux pour que le retour au calme et à la sérénité soit possible.

Ce sont les conditions pour que la mobilisation sur l'avenir de l'université, les débats sur la loi ORE dont l'application ne fait que commencer, sur Parcoursup qui est toujours rejeté par une grande partie des étudiants et personnels universitaires au niveau national et à Paris 1, et plus largement sur la revitalisation du service public d'enseignement et de recherche se poursuivent et soient fructueux.

Paris, le 26 avril 2018

CGT-FERCSup, SNASUB-FSU, SNESUP-FSU, Solidaires Étudiants, SUD Education, UNEF